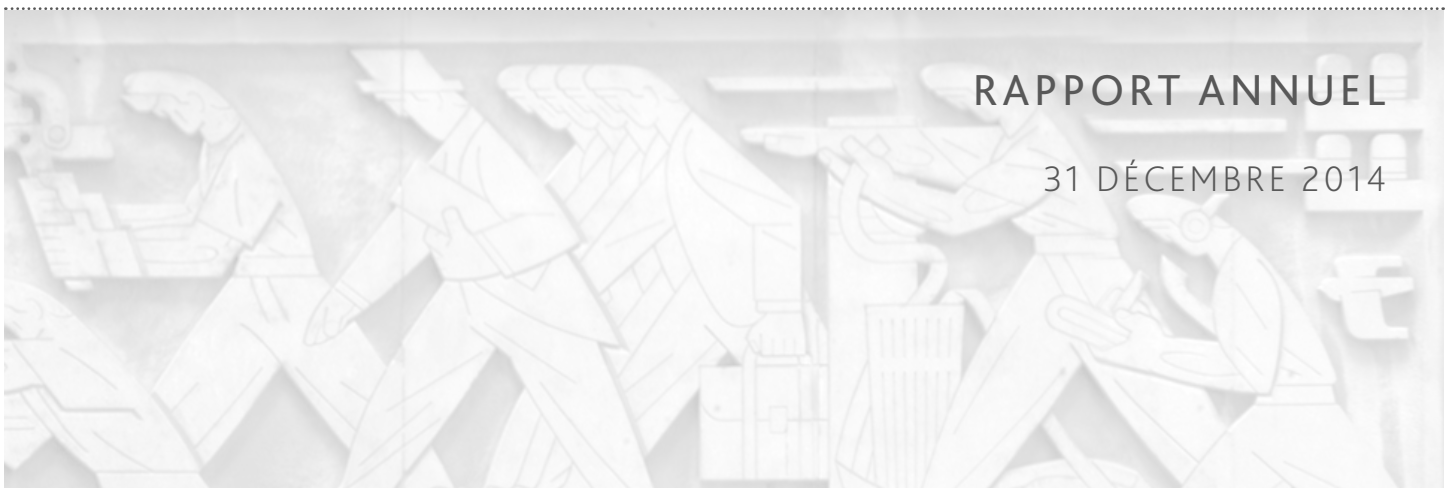


SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DE RESSOURCES CMP 2014



Le rapport annuel de la direction sur le rendement du fonds contient les faits saillants financiers, mais non les états financiers semestriels ou annuels complets. À titre indicatif, nous joignons aux présentes les états financiers annuels. Vous pouvez obtenir gratuitement des exemplaires additionnels de ces documents ou les états financiers semestriels en composant le 866.694.5672, en consultant notre site Web à www.goodmanandcompany.com ou celui de SEDAR à www.sedar.com, ou encore, en nous écrivant à l'adresse suivante : Goodman & Company, Investment Counsel Inc., 1, rue Adelaide Est, 21e étage, Toronto (Ontario) M5C 2V9.

Les porteurs de titres peuvent également communiquer avec nous afin de se procurer un exemplaire des politiques et procédures relatives aux votes par procuration, le dossier des votes par procuration ou l'information trimestrielle sur le portefeuille.

Société en commandite de ressources CMP 2014

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Les états financiers ci-joints ont été dressés par Goodman & Company, Investment Counsel Inc. (« GCICI »), en sa qualité de gestionnaire de la Société en commandite de ressources CMP 2014 (la « société en commandite »), et ont été approuvés par le conseil d'administration de Goodman GP Ltd., cette société agissant à titre de commandité (le « commandité ») de la société en commandite. Le commandité est responsable des informations et des déclarations contenues dans ces états financiers et dans le rapport de la direction sur le rendement de la société en commandite.

GCICI maintient des processus appropriés visant à assurer de façon raisonnable que les informations financières publiées sont pertinentes et fiables. Les états financiers ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière et incluent certains montants basés sur des estimations et des jugements faits par GCICI. Les principales méthodes comptables que GCICI juge appropriées pour la société en commandite sont décrites à la note annexe 3 de ces états financiers.

Le conseil d'administration du commandité a délégué la surveillance du processus de présentation de l'information financière au comité d'audit du conseil d'administration de Dundee Corporation. Il incombe au comité d'audit d'examiner les états financiers et le rapport de la direction sur le rendement de la société en commandite et d'en recommander l'approbation au conseil d'administration du commandité, ainsi que de rencontrer les membres de la direction et les auditeurs internes et indépendants pour discuter des contrôles internes portant sur le processus de présentation de l'information financière, des questions d'audit et des problèmes liés à la présentation de l'information financière.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l. agit à titre d'auditeur indépendant de la société en commandite, nommé par le commandité. Les auditeurs ont effectué l'audit des états financiers de la société en commandite conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, afin d'exprimer leur opinion sur ces états financiers aux commanditaires. Leur rapport se trouve ci-inclus.

(signé)

LUCIE PRESOT
Chef des finances
Goodman GP Ltd.

Le 26 mars 2015

Société en commandite de ressources CMP 2014

RAPPORT DE LA DIRECTION SUR LE RENDEMENT DU FONDS

Objectif et stratégies de placement

La Société en commandite de ressources CMP 2014 (la « société en commandite ») cherche à offrir à ses commanditaires un placement ouvrant droit à une aide fiscale dans un portefeuille diversifié d'actions accréditatives et d'autres titres de sociétés de ressources, le cas échéant, en vue de dégager un revenu et de réaliser une plus-value du capital.

La stratégie de placement de la société en commandite consiste à investir initialement dans des actions accréditatives de sociétés de ressources qui exercent des activités d'exploration, de mise en valeur ou de production dans les secteurs pétrolier, gazier ou minier, ou certaines activités de production d'énergie qui peuvent occasionner des frais liés aux énergies renouvelables et à l'économie d'énergie au Canada. La société en commandite entend investir de telle sorte que les commanditaires ayant un revenu suffisant puissent se prévaloir de certains crédits d'impôt et des déductions aux fins de l'impôt fédéral sur le revenu du Canada à l'égard des frais d'exploration engagés au Canada et ayant fait l'objet d'une renonciation en faveur de la société en commandite. Aux fins fiscales, toute vente d'actions accréditatives devrait habituellement donner lieu à un gain en capital égal au produit net, puisque le coût des actions accréditatives est réputé nul.

Risques

Les risques associés à la société en commandite sont décrits dans le prospectus et sont intégrés aux présentes par renvoi.

Résultats¹

Pour la période comprise entre le 30 janvier 2014, date d'établissement, et le 31 décembre 2014² les parts de la société en commandite (les « parts ») ont enregistré un rendement négatif d'environ 38,8 %, selon la valeur liquidative. Le tableau ci-dessous indique le rendement annuel composé de la société en commandite comparativement à celui de son indice de référence. Les rendements de la société en commandite sont présentés déduction faite des frais de gestion et des charges, contrairement à ceux de l'indice. Le lecteur doit garder à l'esprit que l'objectif de la société en commandite est très différent de celui de l'indice.

| Rendement en pourcentage ^{a)} : | Depuis l'établissement |
|--|---------------------------|
| Valeur liquidative | (38,8) |
| Indice composé S&P/TSX ^{b)} | 6,8 |

- a) Il n'est pas attendu que la performance de la société en commandite soit la même que celle de l'indice de référence. Comparer la performance de la société en commandite à celle d'autres fonds communs de placement ayant des objectifs et des stratégies de placement semblables serait plus approprié.
- b) L'indice de référence général de la société en commandite est l'indice composé S&P/TSX, qui est constitué des titres de sociétés canadiennes inscrites à la Bourse de Toronto et représente environ 95 % de la capitalisation boursière. Le rendement indiqué ci-dessus représente le rendement de la période comprise entre le 14 février 2014, date de début des activités de la société en commandite, et le 31 décembre 2014.

La sous-performance de la société en commandite par rapport à l'indice composé S&P/TSX pour la période s'explique principalement par les frais d'émission liés au premier appel public à l'épargne visant les parts et par son exposition aux sociétés de ressources, qui ont été plus durement frappées que les sociétés plus diversifiées de l'indice. Les primes versées pour les déductions et crédits liés aux actions accréditatives des entités détenues ont également eu un effet négatif sur le rendement de la société en commandite pour la période.

Les prix du gaz naturel ont évolué à la baisse, passant d'un sommet de 6,149 USD/MBtu au premier trimestre à un bas niveau de 2,889 USD/MBtu au quatrième trimestre. Les prix du gaz naturel au début de l'année ont bénéficié d'un hiver plus rigoureux que prévu, mais ont chuté avec l'arrivée de nouvelles sources d'approvisionnement. De même, les prix du pétrole brut ont atteint un sommet annuel d'environ 107,26 USD le baril vers début du deuxième trimestre, mais sont tombés à 53,27 USD le baril à la fin du quatrième trimestre. Ils ont augmenté au deuxième trimestre, consécutivement à la

¹ Toute mention d'actif net ou de valeur liquidative dans la présente rubrique désigne la valeur liquidative aux fins des opérations, telle qu'elle est définie dans la section Faits saillants financiers, laquelle peut différer de l'actif net selon les IFRS.

² Dans le présent document, sauf indication contraire, le terme « période » désigne la période comprise entre le 30 janvier 2014, date d'établissement et le 31 décembre 2014.

Société en commandite de ressources CMP 2014

RAPPORT DE LA DIRECTION SUR LE RENDEMENT DU FONDS

détérioration de la situation concernant l'État islamique en Irak et en Syrie (« EIIS »), et à l'intensification de la crise en Ukraine. Cependant, en novembre, comme l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (« OPEP ») a décidé de ne pas réduire sa production pour soutenir les cours du pétrole, les prix ont fortement chuté à leur plus bas niveau de l'année.

Le secteur minier dans lequel investit la société en commandite a aussi fait face à des difficultés. Les prix de l'or ont progressé régulièrement à la mi-mars pour atteindre leur niveau le plus élevé de l'année, soit 1 383,05 USD, en conséquence de la crise géopolitique en Ukraine. Au début de novembre cependant, ils ont chuté à leur plus bas niveau de l'année, soit 1 140,65 USD, en raison de l'appréciation du dollar américain, qui est la concurrence directe de l'or. La corrélation temporaire entre l'or et le dollar américain était par la suite parfaitement négative.

Comme les conditions des marchés étaient difficiles, entraînant une baisse de la demande des actions des grandes sociétés de ressources, les effets en sont multipliés sur les sociétés à faible capitalisation encore au stade d'exploration. Le repli affiché par la société en commandite durant la période a été attribuable aux titres de Tourmaline Oil Corp., de Canadian Zinc Corp. et de Fission Uranium. Le repli affiché par la société en commandite durant la période a été attribuable aux titres de Tourmaline Oil Corp., de Canadian Zinc Corp. et de Fission Uranium. Le recul de Tourmaline Oil était attribuable à la prime qu'elle a versée pour racheter ses actions accréditives et à la baisse des prix du pétrole. La petite capitalisation boursière de nombreuses autres sociétés du portefeuille a nuï au rendement, les investisseurs réticents au risque ayant évité les sociétés qu'ils croyaient risquées. Les titres de Visible Gold, d'Alpha Exploration et de Klondike Gold ont contribué au rendement du portefeuille. Aussi bien Visible Gold qu'Alpha Exploration ont connu du succès dans leurs explorations. Klondike Gold a amélioré sa marge bénéficiaire tout en augmentant les ressources connues.

Le tableau ci-dessous présente la variation de la valeur liquidative aux fins des opérations et celle de l'actif net selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») sur la période. Pour de plus amples renseignements sur les différences entre la valeur liquidative aux fins des opérations et l'actif net selon les IFRS, se reporter à la section Faits saillants financiers.

Comparaison de la valeur liquidative et de l'actif net (en millions de CAD)

| | Valeur liquidative aux fins des opérations | Actif net selon les IFRS |
|--|--|--------------------------|
| Produit brut, premier appel public à l'épargne | 31,9 \$ | 31,9 \$ |
| Frais d'émission | (2,4) | (2,4) |
| Revenus de placement | (9,1) | (9,0) |
| Frais et charges nets ^{a)} | (0,9) | (0,9) |
| Solde au 31 décembre 2014 | 19,5 \$ | 19,6 \$ |

a) Déduction faite des revenus d'intérêts et de dividendes. Les coûts de transactions sont passés en charges dans le cadre du calcul de l'actif net selon les IFRS.

Emprunts

La société en commandite a conclu des facilités de crédit avec une banque à charte canadienne (la « Banque »), dont le montant ne peut dépasser 7,75 % du produit brut obtenu à la date de son établissement. Le produit de l'emprunt a été affecté au paiement des frais d'émission et la société en commandite a fourni à la Banque une sûreté sur l'ensemble de son actif. Les montants maximal et minimal empruntés au cours de la période close le 31 décembre 2014 ont été respectivement d'environ 2 432 000 \$ et de 2 088 000 \$. Au cours de la période close le 31 décembre 2014, le taux d'intérêt annuel moyen versé sur le solde impayé était de 2,62 %.

Au 30 juin 2014, l'emprunt était une facilité de crédit sous forme d'acceptation bancaire de 90 jours d'une valeur nominale d'environ 2 432 000 \$, soit 12,4 % de la valeur liquidative aux fins des opérations. Pour la période close le 31 décembre 2014, la société en commandite a enregistré une charge d'intérêts d'environ 40 000 \$ relativement à l'acceptation bancaire.

Opérations avec des parties liées

Les ententes ci-dessous ont occasionné des frais payés par la société en commandite à Goldman & Company, Investment Counsel Inc. (« GCICI ») ou le « gestionnaire ») ou aux sociétés affiliées à la société en commandite.

Société en commandite de ressources CMP 2014

RAPPORT DE LA DIRECTION SUR LE RENDEMENT DU FONDS

Premier appel public à l'épargne de la société en commandite

La société en commandite a versé aux placeurs pour compte des honoraires de 5,75 % pour chaque part vendue dans le cadre de ses placements. Valeurs mobilières Dundee Ltée (« DSL »), filiale de GCICI, à titre de courtier en valeurs, a reçu environ 23 000 \$ de ces honoraires.

Commissions et commissions de courtage

Aucune commission de courtage n'a été versée ou à verser pour les opérations sur titres effectuées au cours de la période. Aucune commission n'a non plus été versée ou à verser au titre des accords de paiement indirect pour la période. Les accords de paiement indirect correspondent aux montants payés indirectement aux tiers par l'entremise d'un courtier pour des services, autres que des opérations sur titres, reçus par la société en commandite.

Frais de gestion

La société en commandite paie des frais de gestion au gestionnaire en contrepartie des conseils, des recommandations et des services qu'il lui offre à titre de gestionnaire, de conseiller en valeurs et de distributeur principal de la société en commandite. La société en commandite paie des frais de gestion au gestionnaire en contrepartie des conseils, des recommandations et des services qu'il lui offre à titre de gestionnaire, de conseiller en valeurs et de distributeur principal de la société en commandite. Le gestionnaire est également responsable de la gestion des activités quotidiennes de la société en commandite. La société en commandite a payé des frais de gestion, taxe de vente comprise, d'environ 509 000 \$ pour la période close le 31 décembre 2014.

Charges d'exploitation et frais de services administratifs

La société en commandite acquitte toutes les charges liées à ses activités, soit les services de dépôt, les frais juridiques, les honoraires du comité d'examen indépendant, les honoraires d'audit, les services d'agent de transfert et les frais liés à la préparation de rapports financiers et d'autres rapports, conformément aux lois, règlements et procédures applicables. Ces charges sont calculées et comptabilisées quotidiennement. Elles sont payées par le gestionnaire, qui se fait ensuite rembourser par la société en commandite, exception faite de certaines charges, comme les intérêts. En outre, la société en commandite avait des charges payées ou à payer au gestionnaire (ou à ses sociétés affiliées) d'environ 159 000 \$ pour la période au titre des frais de services administratifs rendus par celui-ci au cours de la période. Au 31 décembre 2014, la société en commandite devait environ 24 000 \$ au gestionnaire au titre des charges qu'il a payées au nom de la société en commandite.

Primes de rendement

Le gestionnaire a droit à une prime de rendement versée par la société en commandite et correspondant à 20 % de l'excédent sur 1 120 \$ de la valeur liquidative aux fins des opérations par part à la date du versement de la prime. La prime de rendement est calculée par part et multipliée par le nombre de parts en circulation à la date de la prime de rendement. La date de la prime de rendement correspond à la date à laquelle l'actif de la société en commandite est viré à un fonds commun de placement ou à celle du jour précédant immédiatement la dissolution de la société en commandite si celle-ci survient avant. La prime de rendement est calculée à la date de la prime de rendement et versée aussitôt que possible par la suite. Au 31 décembre 2013, aucune prime de rendement n'a été versée ou à verser par la société en commandite.

Opérations entre fonds

La société en commandite peut occasionnellement effectuer des opérations sur titres avec d'autres fonds gérés par le gestionnaire. Ces opérations sont effectuées par l'entremise d'intermédiaires du marché et selon les conditions applicables sur le marché. Elles sont exécutées conformément à la législation sur les valeurs mobilières et aux politiques et procédures du gestionnaire, avec l'approbation du CEI (voir la rubrique « Directives permanentes du comité d'examen indépendant » plus bas).

Souscription de titres

La société en commandite peut investir dans des placements de titres pour lesquels DSL, en tant que courtier en valeurs, a agi à titre de preneur ferme. Dans le cadre de ces opérations, le gestionnaire obtient une dispense des autorités réglementaires en valeurs mobilières ou obtient l'approbation du CEI (voir la rubrique « Directives permanentes du comité d'examen indépendant » plus bas).

Société en commandite de ressources CMP 2014

RAPPORT DE LA DIRECTION SUR LE RENDEMENT DU FONDS

Directives permanentes du comité d'examen indépendant

Conformément au *Règlement 81-107 sur le comité d'examen indépendant des fonds d'investissement*, le gestionnaire a mis en place un comité d'examen indépendant (le « CEI ») pour surveiller la société en commandite. Les coûts et les charges associés directement aux activités du CEI, dont la rémunération des membres du CEI, sont imputables à la société en commandite. Au 31 décembre 2014, le CEI était composé de trois membres, tous indépendants du gestionnaire. Pour la période close le 31 décembre 2014, la société en commandite a payé environ 17 000 \$ à titre de frais du CEI.

Le CEI a donné les directives permanentes suivantes à la société en commandite relativement aux opérations avec des parties liées :

- i) paiement de commissions de courtage à DSL pour l'exécution d'opérations sur titres à titre d'agent et de distributeur principal pour le compte de la société en commandite (ci-après les « commissions de courtage »);
- ii) achat ou vente de titres d'un émetteur auprès d'un autre fonds de placement géré par le gestionnaire, sauf si une dispense est obtenue dans certaines circonstances;
- iii) exécution d'opérations de change avec DSL pour le compte de la société en commandite; et
- iv) participation à une prise ferme associant DSL, à titre de courtier en valeurs pour le compte de l'émetteur.

Les directives permanentes en question exigent que le gestionnaire établisse des politiques et des procédures qu'il mettra en pratique pour les opérations avec des parties liées. Le gestionnaire doit informer le CEI de tout manquement important à l'une des exigences des directives permanentes.

Celles-ci stipulent notamment que la décision de placement relative à une opération avec des parties liées : a) soit prise par le gestionnaire, libre de toute influence d'une entité liée et sans prendre en considération ni le gestionnaire lui-même ni aucune société associée ou affiliée au gestionnaire, b) représente l'appréciation professionnelle du gestionnaire, non influencée par des considérations autres que l'intérêt de la société en commandite, et c) soit prise conformément aux politiques et aux procédures écrites du gestionnaire. Les opérations exécutées par le gestionnaire en vertu des directives permanentes sont par la suite examinées par le CEI pour un contrôle de conformité.

Au cours de la période, la société en commandite a suivi les directives permanentes du CEI au sujet des opérations avec des parties liées.

Faits saillants financiers

Les tableaux ci-dessous présentent les principales informations financières de la société en commandite et ont pour but d'aider le lecteur à comprendre ses résultats pour la période indiquée. Ces informations sont fournies conformément à la réglementation; par conséquent, il est normal que les sous-totaux ne correspondent pas aux totaux mathématiques, puisque la diminution de l'actif net liée aux activités est fondée sur le nombre moyen pondéré de parts en circulation au cours de la période et que tous les autres montants sont établis selon le nombre réel de parts en circulation au moment pertinent.

*Actif net par part de la société en commandite*¹⁾ (établissement de la société en commandite le 30 janvier 2014)

| | 31 décembre 2014 |
|--|---------------------|
| Prix d'offre initial | 1 000,00 \$ |
| Frais d'émission | (76,33) |
| Actif net à l'ouverture de la période ^{1) 2)} | 923,67 \$ |
| Augmentation (diminution) de l'actif net liée aux activités : | |
| Revenu total | 0,57 \$ |
| Total des charges | (27,72) |
| Perte latente pour la période | (152,63) |
| Diminution totale de l'actif net liée aux activités ²⁾ | (179,78 \$) |
| Prime payée pour l'acquisition des actions accréditatives | (132,84 \$) |
| Actif net à la clôture de la période ^{1) 2) 6)} | 615,23 \$ |

Société en commandite de ressources CMP 2014

RAPPORT DE LA DIRECTION SUR LE RENDEMENT DU FONDS

Ratios et données supplémentaires

| | |
|--|------------------|
| Valeur liquidative totale (en milliers) ⁶⁾ | 19 483 \$ |
| Nombre de parts en circulation | 31 855 |
| Frais de gestion | 2,00 % |
| Ratio des frais de gestion (« RFG ») ³⁾ | 12,72 %* |
| RFG avant renoncations ou prises en charge ³⁾ | 12,72 %* |
| Ratio des frais d'opérations (« RFO ») ⁴⁾ | - |
| Taux de rotation du portefeuille ⁵⁾ | 0,00 % |
| Valeur liquidative par part⁶⁾ | 611,64 \$ |

* Annualisé, sauf les frais d'émission inclus dans le RFG, lesquels sont traités comme des charges ponctuelles.

- Ces chiffres sont tirés des états financiers non audités de la société en commandite. L'actif net par part présenté dans les états financiers peut différer de la valeur liquidative calculée aux fins de l'évaluation. Ces différences sont expliquées dans les notes annexes. Certains soldes nuls présentés dans les faits saillants financiers peuvent être des montants arrondis à zéro.
- L'actif net par part est établi selon le nombre réel de parts en circulation au moment pertinent. La diminution de l'actif net liée aux activités par part est en fonction du nombre moyen pondéré de parts en circulation pour la période.
- Le ratio des frais de gestion (« RFG »), exprimé en pourcentage annualisé, correspond au rapport entre le total des charges (compte non tenu des commissions de courtage et des autres coûts de transactions du portefeuille) de la société en commandite pour la période déterminée et sa valeur liquidative moyenne quotidienne pour la période. Le RFG indiqué au 31 décembre 2014 est un RFG annualisé calculé conformément aux exigences de la réglementation. Les statistiques sur le RFG ci-dessous sont présentées à titre d'information.

31 décembre 2014

| | |
|--|--------|
| RFG, compte non tenu des frais d'émission | 3,35 % |
| RFG, compte non tenu des frais d'émission et de la taxe de vente | 3,00 % |

- Le ratio des frais d'opérations, exprimé en pourcentage annualisé, correspond au rapport entre les commissions de courtage majorées des coûts de transactions du portefeuille de la société en commandite et la valeur liquidative moyenne quotidienne de la société en commandite pour la période.
- Le taux de rotation du portefeuille de la société en commandite indique le degré d'intervention du conseiller en valeurs. Un taux de rotation de 100 % signifie qu'un fonds de placement achète et vend tous les titres de son portefeuille une fois au cours de la période. Plus le taux de rotation du portefeuille est élevé au cours d'une période, plus les frais d'opérations sont élevés et plus les possibilités qu'un investisseur réalise un gain en capital imposable sont grandes. Il n'y a pas nécessairement de lien entre un taux de rotation élevé et le rendement d'un fonds de placement. Le taux de rotation du portefeuille est égal au coût des achats pour la période, ou au produit des ventes de titres du portefeuille si celui-ci est moins élevé, divisé par la valeur marchande moyenne des placements pour la période.
- Le *Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement* (le « Règlement 81-106 ») exige que tous les fonds de placement calculent leur valeur liquidative à toutes les fins autres que l'établissement des états financiers conformément à l'article 14.2, qui, sous certains aspects, est différent des exigences des IFRS. L'actif net selon les IFRS est établi suite à des ajustements à la valeur des bons de souscription, selon le modèle Black-Scholes, alors que la valeur liquidative aux fins des opérations ne requiert pas de tels ajustements. Un rapprochement de la valeur liquidative aux fins des opérations et de l'actif net selon les IFRS est présenté ci-après.

| | Total (en milliers de | |
|--|-----------------------|---------------|
| | dollars) | Par part (\$) |
| Valeur liquidative aux fins des opérations | 19 483 | 611,64 |
| Ajustement | 115 | 3,59 |
| Actif net selon les IFRS | 19 598 | 615,23 |

Frais de gestion

La société en commandite paie au gestionnaire des frais de gestion pour ses seuls services-conseils en gestion de portefeuille. Les frais de gestion sont calculés selon un pourcentage annualisé de 2 % de la valeur liquidative aux fins des opérations de la société en commandite. Ils sont comptabilisés quotidiennement et payés mensuellement.

Société en commandite de ressources CMP 2014

RAPPORT DE LA DIRECTION SUR LE RENDEMENT DU FONDS

Aperçu des titres en portefeuille au 31 décembre 2014

Le présent aperçu des titres en portefeuille peut varier en raison des opérations en cours d'exécution. Des mises à jour sont disponibles sur le site Web de GCICI à l'adresse www.goodmanandcompany.com dans les 60 jours suivant la fin de chaque trimestre, sauf pour les données au 31 décembre, date de fin d'exercice, lesquelles sont disponibles 90 jours après cette date.

| Par pays/région | Pourcentage de la valeur liquidative totale |
|-----------------|---|
| Canada | 111,2 |

| Par catégorie d'actifs | Pourcentage de la valeur liquidative totale |
|-------------------------------|---|
| Actions | 111,2 |
| Trésorerie | 3,0 |
| Autres éléments de passif net | (14,2) |

| Par secteur | Pourcentage de la valeur liquidative totale |
|-----------------------------|---|
| Or et métaux précieux | 59,5 |
| Énergie | 27,8 |
| Métaux et mines diversifiés | 15,9 |
| Énergie (autres)^ | 8,0 |

| 25 principaux titres | Pourcentage de la valeur liquidative totale |
|--|---|
| Tmac Resources Inc., à droit de vote restreint | 15,4 |
| Integra Gold Corp., à droit de vote restreint | 12,4 |
| Tourmaline Oil Corp. | 9,9 |
| Denison Mines Corp. | 8,1 |
| NexGen Energy Ltd., à droit de vote restreint | 8,1 |
| Fission Uranium Corp., à droit de vote restreint | 7,4 |
| Canada Zinc Corp. | 7,1 |
| Rubicon Minerals Ltd. | 6,3 |
| Ressources Falco ltée, à droit de vote restreint | 6,0 |
| Les Mines d'Or Visible., à droit de vote restreint | 5,7 |
| Strategic Oil & Gas Ltd., à droit de vote restreint | 4,2 |
| Artisan Energy Corp., à droit de vote restreint | 3,9 |
| Premier Gold Mines Ltd., à droit de vote restreint | 3,9 |
| Trésorerie | 3,0 |
| Klondike Gold Corp., à droit de vote restreint | 2,1 |
| Deventa Land Corp., à droit de vote restreint | 1,7 |
| Nighthawk Gold Corp. | 1,7 |
| Fortune Minerals Ltd., à droit de vote restreint | 1,4 |
| Marathon Gold Corp. | 1,4 |
| Temex Resources Corp. | 1,4 |
| Yorbeau Resources Inc., à droit de vote restreint | 1,0 |
| Canarc Resource Corp. | 0,8 |
| Northern Uranium Corp. | 0,7 |
| Alpha Exploration Inc., à droit de vote restreint | 0,6 |
| Alpha Exploration Inc., bons de souscription, à droit de vote restreint, 8 avr. 2016 | 0,0 |

† La valeur liquidative aux fins des opérations s'est établie à environ 19 483 000 \$ au 31 décembre 2014. Par conséquent, les pondérations présentées dans l'inventaire du portefeuille diffèrent de celles présentées ci-dessus.

^ La composante « Énergie (autres) » du portefeuille est composée de sociétés dont l'objectif principal est l'exploration, la mise en valeur et la production de sources d'énergie alternatives (autres que le pétrole et le gaz naturel), notamment l'uranium, l'énergie éolienne et l'énergie géothermique.

Société en commandite de ressources CMP 2014

RAPPORT DE LA DIRECTION SUR LE RENDEMENT DU FONDS

Mise en garde relative aux énoncés prospectifs

Certaines rubriques du présent rapport, notamment les rubriques « Résultats » et « Événements récents », peuvent contenir des énoncés prospectifs au sujet de la société en commandite (le cas échéant), y compris des énoncés relatifs à sa stratégie, à ses risques, à son rendement prévu et à sa situation. Les énoncés prospectifs comprennent les énoncés de nature prévisionnelle qui dépendent de conditions ou d'événements futurs ou qui s'y rapportent, ou qui contiennent des termes comme « prévoir », « s'attendre à », « projeter », « compter », « croire », « estimer » ainsi que d'autres termes semblables ou les formes négatives de ces termes.

En outre, tout énoncé concernant le rendement futur, les stratégies ou les perspectives, ainsi que les mesures futures que pourrait prendre la société en commandite, est également considéré comme un énoncé prospectif. Les énoncés prospectifs sont fondés sur les prévisions et les projections actuelles à l'égard d'éléments généraux futurs concernant l'économie, la politique et les marchés, comme les taux d'intérêt, les taux de change, les marchés boursiers et financiers et le contexte économique général; dans chaque cas, on suppose que les lois et règlements ainsi que les impôts applicables ne font l'objet d'aucune modification. Les prévisions et les projections ayant trait à des événements futurs sont fondamentalement exposées, entre autres, à des risques et incertitudes, dont certains peuvent s'avérer imprévisibles. Par conséquent, les hypothèses relatives à la conjoncture économique future et à d'autres facteurs peuvent se révéler inexactes à une date ultérieure.

Les énoncés prospectifs ne constituent pas des garanties du rendement futur, et les événements réels pourraient différer sensiblement de ceux mentionnés de manière implicite ou explicite dans tout énoncé prospectif de la société en commandite. Divers facteurs importants peuvent expliquer ces écarts, notamment la conjoncture économique et politique et les conditions des marchés en Amérique du Nord et à l'échelle internationale, les taux de change et les taux d'intérêt, les activités des marchés boursiers et financiers mondiaux, la concurrence, les changements technologiques, les modifications en matière de réglementations gouvernementales, les procédures juridiques ou réglementaires inattendues et les catastrophes. Nous insistons sur le fait que la liste de facteurs importants qui précède n'est pas exhaustive.

Nous invitons le lecteur à bien tenir compte de ces facteurs, ainsi que d'autres, avant de prendre toute décision de placement, et nous lui recommandons de ne pas se fier indûment aux énoncés prospectifs. De plus, il importe de savoir que la société en commandite n'a pas l'intention de mettre à jour les énoncés prospectifs à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autres, avant la publication du prochain rapport de la direction sur le rendement du Fonds.

Société en commandite de ressources CMP 2014

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Au

(en milliers de dollars canadiens
sauf le nombre de parts et les montants par part)

31 décembre
2014

Actif

Actif courant

| | |
|--------------------------------|---------------|
| Placements, à la juste valeur* | 21 784 \$ |
| Trésorerie | 574 |
| | 22 358 |

Passif

Passif courant

| | |
|--------------------------|--------------|
| Emprunt (note 5) | 2 429 |
| Frais de gestion à payer | 37 |
| Frais d'émission à payer | 168 |
| Charges à payer | 126 |
| | 2 760 |

| | |
|---|------------------|
| Actif net - représentant l'avoir des commanditaires (note 7) | 19 598 \$ |
| Avoir des commanditaires | 29 423 |
| Déficit accumulé | (9 825) |
| | 19 598 \$ |

| | |
|--|---------------|
| Nombre de parts en circulation (note 7) | 31 855 |
|--|---------------|

| | |
|------------------------------------|------------------|
| Actif net par part (note 8) | 615,23 \$ |
|------------------------------------|------------------|

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Société en commandite de ressources CMP 2014

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

Pour la période close

(en milliers de dollars canadiens
sauf les montants par part)

31 décembre
2014

| | |
|---|--------------------|
| Revenu (perte) | |
| Revenus d'intérêts | 18 \$ |
| Variation de la moins-value latente sur les placements | (4 797) |
| | (4 779) |
| Charges (note 6) | |
| Frais de gestion | 509 |
| Frais d'administration liés aux porteurs de parts | 185 |
| Frais d'information aux porteurs de parts | 52 |
| Honoraires d'audit | 45 |
| Charge d'intérêts (note 5) | 40 |
| Droits de garde et frais bancaires | 33 |
| Frais juridiques | 7 |
| | 871 |
| Diminution de l'actif net liée aux activités | (5 650 \$) |
| Diminution de l'actif net par part liée aux activités (note 9) | (179,78 \$) |

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Société en commandite de ressources CMP 2014

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET REPRÉSENTANT LE CAPITAL DES COMMANDITAIRES

| (en milliers de dollars canadiens) | Avoir des commanditaires | Déficit accumulé | Total |
|---|-----------------------------|---------------------|------------------|
| Solde au 30 janvier 2014 | – \$ | – \$ | – \$ |
| Diminution de l'actif net liée aux activités | - | (5 650) | (5 650) |
| Produit de l'émission de parts | 31 855 | - | 31 855 |
| Frais d'émission | (2 432) | - | (2 432) |
| Prime payée pour l'acquisition des actions accréditives | - | (4 175) | (4 175) |
| Solde au 31 décembre 2014 | 29 423 \$ | (9 825 \$) | 19 598 \$ |

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Société en commandite de ressources CMP 2014

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

Pour la période close

31 décembre
2014

(en milliers de dollars canadiens)

Activités d'exploitation :

| | |
|--|-----------------|
| Diminution de l'actif net liée aux activités | (5 650 \$) |
| Ajustements au titre des éléments suivants : | |
| Variation de la moins-value latente sur les placements | 4 797 |
| Achat de placements | (30 756) |
| Augmentation des charges à payer | 163 |
| Sorties de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation | (31 446) |

Activités de financement :

| | |
|--|---------------|
| Produit brut de l'émission | 31 855 |
| Frais d'émission | (2 264) |
| Augmentation de l'emprunt | 2 429 |
| Entrées de trésorerie nettes liées aux activités de financement | 32 020 |

| | |
|---|---------------|
| Flux de trésorerie de la période, montant net | 574 |
| Trésorerie à l'ouverture de la période | - |
| Trésorerie à la clôture de la période | 574 \$ |

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation comprennent :

| | |
|-----------------|-------|
| Intérêts reçus | 18 \$ |
| Intérêts versés | 40 \$ |

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Société en commandite de ressources CMP 2014

INVENTAIRE DU PORTEFEUILLE

Au 31 décembre 2014

| | Nombre d'actions | Coût† (en milliers) | Valeur comptable (en milliers) |
|--|---------------------|------------------------|--------------------------------------|
| ACTIONS ET BONS DE SOUSCRIPTION (111,1 %) | | | |
| Métaux et mines diversifiés (15,8 %) | | | |
| Canada Zinc Corp. | 6 580 000 | 2 500 \$ | 1 382 \$ |
| Denison Mines Corp. | 1 396 000 | 2 262 | 1 577 |
| Northern Uranium Corp. | 3 000 000 | 300 | 143 |
| | | 5 062 | 3 102 |
| Énergie (27,7 %) | | | |
| Artisan Energy Corp., à droit de vote restreint* | 3 000 000 | 809 | 770 |
| Deventa Land Corp., à droit de vote restreint* | 217 391 | 500 | 337 |
| NexGen Energy Ltd., à droit de vote restreint* | 4 348 000 | 2 000 | 1 569 |
| Strategic Oil & Gas Ltd., à droit de vote restreint* | 4 546 000 | 2 000 | 818 |
| Tourmaline Oil Corp. | 50 000 | 3 408 | 1 935 |
| | | 8 717 | 5 429 |
| Énergie (autres) (8,0 %) | | | |
| Alpha Exploration Inc., à droit de vote restreint* | 1 390 000 | 250 | 119 |
| Alpha Exploration Inc., bons de souscriptions, à droit de vote restreint, 0,25 \$, 8 avr. 2016* | 695 000 | - | 12 |
| Fission Uranium Corp., à droit de vote restreint* | 1 667 000 | 2 501 | 1 434 |
| | | 2 751 | 1 565 |
| Or et métaux précieux (59,6 %) | | | |
| Canarc Resource Corp. | 5 000 000 | 400 | 150 |
| Canarc Resource Corp., bons de souscriptions, à droit de vote restreint, 0,15 \$, 9 juill. 2016* | 2 500 000 | - | 18 |
| Ressources Falco ltée., à droit de vote restreint* | 2 884 700 | 1 500 | 1 178 |
| Fortune Minerals Ltd., à droit de vote restreint* | 2 500 000 | 500 | 273 |
| Integra Gold Corp., à droit de vote restreint* | 13 043 500 | 3 000 | 2 416 |
| Klondike Gold Corp., à droit de vote restreint* | 2 500 000 | 500 | 404 |
| Marathon Gold Corp. | 909 910 | 500 | 273 |
| Nighthawk Gold Corp. | 1 250 000 | 500 | 331 |
| Nighthawk Gold Corp., bons de souscriptions, à droit de vote restreint, 0,50 \$, 25 déc. 2015* | 625 000 | - | 76 |
| Premier Gold Mines Ltd., à droit de vote restreint* | 400 000 | 980 | 756 |
| Rubicon Minerals Ltd. | 1 100 000 | 1 871 | 1 232 |
| Temex Resources Corp. | 5 454 545 | 600 | 273 |
| Temex Resources Corp., bons de souscriptions, à droit de vote restreint, 0,18 \$, 7 mars 2016* | 2 727 272 | - | 9 |
| Tmac Resources Inc., à droit de vote restreint* | 1 500 000 | 3 000 | 3 000 |
| Les Mines d'Or Visible., à droit de vote restreint* | 7 812 500 | 625 | 1 113 |
| Yorbeau Resources Inc., à droit de vote restreint* | 3 125 000 | 250 | 186 |
| | | 14 226 | 11 688 |
| COÛT MOYEN ET VALEUR COMPTABLE DES PLACEMENTS (111,1 %) | | 30 756 | 21 784 |
| PRIME PAYÉE POUR L'ACQUISITION DES ACTIONS ACCRÉDITIVES | | 4 175 | - |
| COÛT MOYEN ET VALEUR COMPTABLE DES PLACEMENTS (111,1 %) | | 26 581 \$ | 21 784 |
| EMPRUNT (-12,4 %) | | | (2 429) |
| TRÉSORERIE EN CAD (2,9 %) | | | 574 |
| AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIF NET (-1,6 %) | | | (331) |
| ACTIF NET (100,0 %) | | | 19 598 \$ |

† S'il y a lieu, les distributions provenant de placements reçues sous forme de remboursement de capital sont portées en diminution du prix de base rajusté des titres en portefeuille.

* Ces titres ne sont pas cotés et sont évalués au moyen de techniques d'évaluation.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Société en commandite de ressources CMP 2014

NOTES ANNEXES

1. La société en commandite

a) Organisation de la société en commandite

La Société en commandite de ressources CMP 2014 (la « société en commandite ») a été constituée en vertu des lois de la province d'Ontario. La société en commandite cherche à offrir à ses commanditaires un placement ouvrant droit à une aide fiscale dans un portefeuille diversifié d'actions accréditives et d'autres titres de sociétés de ressources, le cas échéant, en vue de dégager un revenu et de réaliser une plus-value du capital. La société en commandite a été constituée le 30 janvier 2014 et les parts de société en commandite (les « parts ») ont été émises le 14 février 2014. L'établissement principal de la société en commandite est situé au 1 Adelaide Street East, Suite 2100, Toronto (Ontario) M5C 2V9.

Goodman GP Ltd. (le « commandité ») est le commandité de la société en commandite. Le commandité est responsable de la gestion de la société en commandite conformément aux modalités du contrat de société en commandite. La publication des présents états financiers a été approuvée par le conseil d'administration du commandité le 26 mars 2015.

b) Gestionnaire

La société en commandite a fait appel à Goodman & Company, Investment Counsel Inc. (« GCICI ») ou le « gestionnaire » à titre de gestionnaire de fonds d'investissement de la société en commandite. Le gestionnaire a pour responsabilité d'offrir à la société en commandite des services variés, notamment des services de placement, de gestion et d'administration. Le gestionnaire est une filiale en propriété exclusive de Dundee Corporation, une société de placement canadienne ouverte indépendante, inscrite à la Bourse de Toronto sous le symbole « DC.A ».

c) Dates de présentation de l'information financière

L'état de la situation financière est arrêté au 31 décembre 2014. L'état du résultat global, l'état intermédiaire résumé de l'évolution de l'actif net représentant le capital des commanditaires et le tableau des flux de trésorerie portent sur la période comprise entre le 30 janvier 2014, date d'établissement, et le 31 décembre 2014. Dans le présent document, le terme « période » désigne la période indiquée précédemment.

Ces états financiers présentent la situation financière et les résultats des activités de la société en commandite. Par conséquent, ils ne présentent pas tous les actifs, passifs, produits ou charges des commanditaires.

2. Mode de présentation

Les présents états financiers ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »).

3. Résumé des principales méthodes comptables

a) Évaluation de la juste valeur

La juste valeur des actifs et des passifs financiers négociés sur des marchés actifs (comme les dérivés et titres négociables cotés) est fondée sur le cours du marché. Conformément aux dispositions du prospectus de la société en commandite, les placements sont évalués selon le dernier cours de clôture pour déterminer la valeur liquidative aux fins des opérations par part. Aux fins de la présentation des états financiers, la société en commandite utilise le dernier cours pour les actifs et passifs financiers lorsque ce cours s'inscrit dans l'écart acheteur-vendeur du jour. Lorsque le dernier cours ne s'inscrit pas dans l'écart acheteur-vendeur, le gestionnaire détermine le point de l'écart acheteur-vendeur qui est le plus représentatif de la juste valeur.

b) Instruments financiers

La société en commandite comptabilise les instruments financiers à la juste valeur lors de la constatation initiale, majorée des coûts de transaction pour ce qui est des instruments financiers évalués au coût amorti. Les placements de la société en commandite sont classés instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net (« JVRN »). Certains des placements de la société en commandite ont été classés instruments financiers évalués à la JVRN, car ils répondaient aux critères permettant de les désigner comme titres détenus à des fins de transaction (« DFT »). La société en commandite a décidé de désigner actifs financiers à la JVRN (« désignés à la JVRN ») les autres placements qui ne satisfont pas aux critères des titres DFT.

Société en commandite de ressources CMP 2014

NOTES ANNEXES (suite)

c) **Actions accréditives**

La société en commandite investit dans des actions accréditives. De par la nature de ces actions, leur prix d'acquisition comprend les déductions fiscales. La partie du prix d'acquisition des actions accréditives payée par la société en commandite pour obtenir les déductions fiscales est inscrite dans les capitaux propres. La valeur de ces déductions est considérée comme la différence entre le prix d'acquisition des actions accréditives et la juste valeur de telles actions négociées sans déductions fiscales et est inscrite au poste « Prime payée pour l'acquisition des actions accréditives » dans l'état de l'évolution de l'actif net représentant le capital des commanditaires.

d) **Autres éléments d'actifs et de passifs**

La trésorerie est un instrument financier considéré comme des prêts et créances et est comptabilisée au coût amorti. De la même manière, l'emprunt, les frais de gestion à payer, les frais d'émission à payer et les charges à payer sont des instruments financiers considérés comme d'autres passifs financiers et comptabilisés au coût amorti. Le coût amorti de ces actifs et de ces passifs avoisine leur juste valeur, en raison de leur nature à court terme.

Les actifs et les passifs financiers comptabilisés au coût amorti reflètent les montants à recevoir ou à payer actualisés, le cas échéant, au taux d'intérêt effectif du contrat.

e) **Opérations de placement**

Les opérations de placement sont comptabilisées à la date de l'opération. Le coût des placements correspond au montant payé pour chaque titre, compte non tenu des coûts de transactions.

f) **Coûts de transactions**

Les coûts de transactions sont des coûts progressifs directement attribuables à l'acquisition, à l'émission ou à la cession d'un placement et comprennent les honoraires et commissions versés à des placeurs pour compte, des conseillers, des courtiers et des contrepartistes, les sommes prélevées par les organismes de réglementation et les bourses de valeurs, ainsi que les taxes et droits de transfert. Les coûts de transactions relatifs aux instruments évalués à la JVRN sont comptabilisés à mesure.

g) **Comptabilisation/décomptabilisation du revenu**

Les actifs et passifs financiers de la société en commandite sont désignés comme détenus à la JVRN à la date de l'opération, qui est la date à laquelle la société en commandite s'engage à acheter l'instrument. À partir de cette date, tout gain ou perte découlant des variations de la juste valeur de ces actifs et passifs est comptabilisé à l'état du résultat global.

Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits contractuels à recevoir des flux de trésorerie qui y sont attachés expirent ou si l'actif financier et la quasi-totalité des risques et avantages découlant de sa possession ont été transférés à une autre entité. La société en commandite décomptabilise les actifs financiers lorsqu'elle s'est acquittée de ses obligations ou que celles-ci ont été annulées ou ont expiré.

Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés, et les dividendes sont inscrits à la date ex-dividende.

h) **Conversion de devises**

La monnaie de présentation de la société en commandite est le dollar canadien, qui est aussi sa monnaie fonctionnelle. Toute monnaie autre que le dollar canadien constitue une devise pour la société en commandite.

La juste valeur des placements et des autres actifs et autres passifs libellés en devises est convertie en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date d'évaluation. Les opérations libellées en devises sont converties en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les gains ou les pertes de change latents sur les placements sont inscrits au poste « Variation de la moins-value latente sur les placements » de l'état du résultat global.

i) **Diminution de l'actif net par part liée aux activités**

Le poste « Diminution de l'actif net par part liée aux activités » figure dans l'état du résultat global et correspond à la diminution de l'actif net liée aux activités de la période, divisée par le nombre moyen pondéré des parts en circulation pour la période. Voir la note 9 pour connaître le calcul de la diminution de l'actif net par part liée aux activités.

Société en commandite de ressources CMP 2014

NOTES ANNEXES (suite)

j) Répartition des revenus et des pertes de la société en commandite

La totalité des frais d'exploration engagés au Canada qui ont fait l'objet d'une renonciation en faveur de la société en commandite et dont la date de prise d'effet tombe au cours du même exercice et 99,99 % de son revenu net ou de sa perte nette pour l'exercice sont attribués aux commanditaires à la fin de l'exercice au prorata du nombre de parts qu'ils détiennent. La société en commandite n'est pas une personne morale imposable. Il n'y a donc pas lieu de constituer une charge d'impôts. Le commandité a droit à 0,01 % du revenu net ou prend en charge 0,01 % de la perte nette de la société en commandite.

k) Montants différents de zéro

Certains soldes présentés dans les états financiers peuvent être des montants arrondis à zéro.

l) Normes comptables publiées mais non encore adoptées

En juillet 2014, l'IASB a publié la version définitive d'IFRS 9 *Instruments financiers* (« IFRS 9 »). Cette version, qui remplacera IAS 39 *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, introduit un modèle de classement et d'évaluation, un modèle prospectif unique de dépréciation liée à la perte prévue et une méthode profondément modifiée de la comptabilité de couverture. La nouvelle méthode de classement des actifs financiers, fondée sur des principes, dépend des caractéristiques des flux de trésorerie et du modèle économique dans lequel s'inscrit la détention de ces actifs. Ce modèle se traduit par l'application à tous les instruments financiers d'un modèle unique de dépréciation qui exigera une comptabilisation plus ponctuelle des pertes de créances prévues. En outre, le risque de crédit propre à une entité est désormais pris en compte dans l'évaluation des passifs à la juste valeur, de sorte que les profits découlant de la dégradation du risque de crédit propre à l'entité ne seront plus comptabilisés en résultat net. IFRS 9 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 et l'adoption par anticipation est permise. La société en commandite n'a pas encore évalué l'incidence qu'aura IFRS 9 sur ses états financiers, ni décidé si elle allait adopter cette norme par anticipation.

4. Estimations comptables et jugements critiques

Lorsqu'elle prépare les états financiers, la direction doit faire appel à son jugement pour appliquer les méthodes comptables et établir des estimations et des hypothèses pour l'avenir. Les paragraphes suivants présentent une analyse des jugements et estimations comptables les plus importants établis par le gestionnaire aux fins de la préparation des états financiers.

a) Classement et évaluation des placements et application de l'option de la juste valeur

La société en commandite formule des jugements importants afin de déterminer si les instruments financiers qui ne satisfont pas aux critères des titres DFT peuvent être classés comme désignés à la JVRN. Lorsqu'elle détermine qu'un instrument financier peut être classé comme désigné à la JVRN, la société en commandite doit établir que l'instrument financier fait partie d'un groupe d'instruments financiers qui est géré et dont la performance est évaluée, d'après la méthode de la juste valeur, conformément à une stratégie d'investissement spécifiée.

b) Évaluation de la juste valeur des dérivés et des titres non cotés sur un marché actif

Un des points clés d'estimation pour lesquels le gestionnaire est tenu d'exercer des jugements complexes ou subjectifs est la détermination de la juste valeur des instruments financiers non cotés sur un marché actif. La juste valeur des actifs et passifs financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif est déterminée au moyen de techniques d'évaluation. L'utilisation de techniques d'évaluation pour les instruments financiers non cotés sur un marché actif exige que le gestionnaire pose des hypothèses critiques fondées sur les conditions du marché à la date des états financiers. Tout changement à ces hypothèses lié à une modification des conditions du marché peut avoir une incidence sur la juste valeur publiée des instruments financiers. Les techniques d'évaluation comprennent l'utilisation de transactions récentes comparables dans des conditions de concurrence normale, l'analyse des flux de trésorerie actualisés, les modèles d'évaluation des options et d'autres techniques d'évaluation couramment utilisées par les intervenants du marché.

Les placements dans des bons de souscription qui sont liquides et qui s'échangent sur des marchés actifs sont évalués à la juste valeur. Aux fins de la présentation de l'information financière, les bons de souscription qui ne sont pas négociés sur un marché actif sont évalués grâce au modèle Black-Scholes, qui est un modèle d'évaluation de la juste valeur couramment utilisé dans le secteur, faisant appel à des données telles que le cours actuel du sous-jacent, la volatilité implicite, le prix d'exercice du bon de souscription, le terme à courir et le taux d'intérêt sans risque. À l'inverse, les bons de souscription qui ne sont pas cotés sont évalués selon une méthode fondée sur la valeur intrinsèque aux fins de la détermination de la valeur liquidative aux fins des opérations.

Société en commandite de ressources CMP 2014

NOTES ANNEXES (suite)

5. Emprunts

La société en commandite a conclu des facilités de crédit avec une banque à charte canadienne (la « Banque »), dont le montant ne peut dépasser 7,75 % du produit brut obtenu à la date de son établissement. Le produit de l'emprunt a été affecté au paiement des frais d'émission et la société en commandite a fourni à la Banque une sûreté sur l'ensemble de son actif. Les montants maximal et minimal empruntés au cours de la période close le 31 décembre 2014 ont été respectivement d'environ 2 432 000 \$ et de 2 088 000 \$. Au cours de la période close le 31 décembre 2014, le taux d'intérêt annuel moyen versé sur le solde impayé était de 2,62 %.

Au 31 décembre 2014, l'emprunt en circulation était une facilité de crédit sous forme d'acceptation bancaire de 90 jours d'une valeur nominale d'environ 2 432 000 \$, soit 12,4 % de l'actif net. Le montant figurant au poste « Emprunt » de l'état de la situation financière est présenté déduction faite d'environ 3 000 \$ au titre des intérêts payés d'avance. Pour la période close le 31 décembre 2014, la société en commandite a enregistré une charge d'intérêts d'environ 40 000 \$ relativement à l'acceptation bancaire.

6. Charges et opérations avec des parties liées

a) Frais de gestion

La société en commandite paie des frais de gestion au gestionnaire en contrepartie des conseils, des recommandations et des services qu'il lui offre à titre de gestionnaire, de conseiller en valeurs et de distributeur principal de la société en commandite. Le gestionnaire est également responsable de la gestion des activités quotidiennes de la société en commandite.

Les frais de gestion correspondent à un pourcentage annualisé de 2,0 % de la valeur liquidative aux fins des opérations de la société en commandite. Ils sont calculés quotidiennement et payés mensuellement, selon un pourcentage de la valeur liquidative aux fins des opérations à la fin du mois, conformément à la convention de gestion de la société en commandite.

En contrepartie des services-conseils de gestion de portefeuille fournis par le gestionnaire, la société en commandite a payé des frais de gestion, taxe de vente comprise, d'environ 509 000 \$ pour la période close le 31 décembre 2014.

b) Primes de rendement

Le gestionnaire a droit à une prime de rendement versée par la société en commandite et correspondant à 20 % de l'excédent sur 1 120 \$ de la valeur liquidative par part à la date du versement de la prime. La prime de rendement est calculée par part et multipliée par le nombre de parts en circulation à la date de la prime de rendement. La date de la prime de rendement correspond à la première des dates suivantes : i) la date à laquelle l'actif de la société en commandite est viré selon une opération de roulement de fonds commun de placement; ii) la date à laquelle une opération de liquidité de rechange est effectuée et iii) le jour précédant immédiatement la date à laquelle l'actif de la société en commandite est distribué dans le cadre de sa dissolution ou de sa liquidation. La prime de rendement est calculée à la date de la prime de rendement et versée aussitôt que possible par la suite. Au 31 décembre 2014, aucune prime de rendement n'a été payée ou à payer par la société en commandite.

c) Charges d'exploitation et frais de services administratifs

La société en commandite acquitte toutes les charges liées à ses activités, soit les services de dépôt, les frais juridiques, les honoraires du comité d'examen indépendant, les honoraires d'audit, les services d'agent de transfert et les frais liés à la préparation de rapports financiers et d'autres rapports, conformément aux lois, règlements et procédures applicables. Ces charges sont comptabilisées quotidiennement. Elles sont payées par le gestionnaire, qui se fait ensuite rembourser par la société en commandite, exception faite de certaines charges, comme les intérêts. Au 31 décembre 2014, la société en commandite devait environ 24 000 \$ au gestionnaire au titre des charges qu'il a payées au nom de la société en commandite.

En outre, la société en commandite avait des charges payées ou à payer au gestionnaire (ou à ses sociétés affiliées) d'environ 159 000 \$ pour la période au titre des frais de services administratifs rendus par celui-ci au cours de la période.

Société en commandite de ressources CMP 2014

NOTES ANNEXES (suite)

d) Commissions de courtage

Aucune commission de courtage n'a été versée ou à verser pour les opérations sur titres effectuées au cours de la période. Aucun montant n'a été versé ou à verser au titre des accords de paiement indirect pour la période. Les accords de paiement indirect correspondent aux montants payés indirectement aux tiers par l'entremise d'un courtier pour des services, autres que des opérations sur titres, reçus par la société en commandite.

e) Placements privés

En plus des opérations sur titres sur lesquelles elle a versé des commissions, la société en commandite investit dans des actions accréditives par l'entremise de courtiers inscrits, dont DSL. Les commissions ou les commissions d'intermédiaire sur les actions accréditives sont versées directement par l'émetteur des actions au courtier. Dans certaines circonstances, DSL et les autres placeurs pour compte peuvent être habilités à recevoir des honoraires et, dans certains cas, avoir le droit d'acheter des actions dans le cadre de la vente d'actions accréditives à la société en commandite.

f) Premier appel public à l'épargne de la société en commandite

La société en commandite a versé aux placeurs pour compte des honoraires de 5,75 % pour chaque part vendue dans le cadre de ses placements. DSL, à titre de courtier en valeurs, a reçu environ 23 000 \$ de ces honoraires.

g) Directives permanentes du comité d'examen indépendant

Conformément au Règlement 81-107 sur le comité d'examen indépendant des fonds d'investissement, le gestionnaire a mis en place un comité d'examen indépendant (le « CEI ») pour surveiller la société en commandite. Les coûts et les charges associés directement aux activités du CEI, dont la rémunération des membres du CEI, sont imputables à la société en commandite. Au 31 décembre 2014, le CEI était composé de trois membres, tous indépendants du gestionnaire. Pour la période close le 31 décembre 2014, la société en commandite a versé environ 17 000 \$ à titre de frais du CEI. Ces frais sont inscrits au poste «Frais d'information aux porteurs de parts» de l'état du résultat global.

7. Avoir des commanditaires

L'avoir des commanditaires correspond à l'actif net de la société en commandite; il est composé des parts émises et du déficit accumulé. Le capital de la société en commandite n'est soumis à aucune exigence réglementaire. Il est géré conformément à l'objectif, aux politiques et aux restrictions de placement de la société en commandite, tels qu'ils sont mentionnés dans son prospectus. Les parts ont été émises au prix de 1 000 \$ la part, sous réserve d'une souscription minimum de cinq parts pour 5 000 \$. La société en commandite a l'intention de transférer, avant le 1^{er} juillet 2016, son actif à un fonds commun de placement en échange d'actions rachetables de ce dernier.

Conformément aux modalités de la convention de cession et de la convention de la société en commandite, au moment de la réalisation de l'opération de roulement du fonds commun de placement et de la dissolution de la société en commandite, les commanditaires recevront, avec imposition reportée, leur quote-part des actions dudit fonds.

Toutes les parts sont de même catégorie et comportent des droits et privilèges égaux, y compris une participation équivalente dans toute distribution effectuée par la société en commandite et le droit à un vote à chaque assemblée des commanditaires. Selon IAS 32 *Instruments financiers : Présentation*, les instruments financiers qui comportent l'obligation, pour l'entité émettrice, de remettre une quote-part de l'actif net uniquement en cas de liquidation doivent être classés en tant que capitaux propres sous certaines conditions.

Le 14 février 2014, 26 946 parts de société en commandite ont été émises dans le cadre du placement initial et, le 14 mars 2014, 4 908 parts de société en commandite ont été émises dans le cadre du second placement à la clôture finale. En outre, une part de la société en commandite a été émise au commandité à la date d'établissement de la société en commandite.

Les tableaux suivants présentent le nombre de parts en circulation.

| | |
|--------------------------------|------------------|
| Nombre de parts en circulation | 31 décembre 2014 |
| Ouverture de la période | — |
| Souscriptions | 31 855 |
| Clôture de la période | 31 855 |

Société en commandite de ressources CMP 2014

NOTES ANNEXES (suite)

8. Rapprochement de l'actif net par part selon les IFRS et de la valeur liquidative aux fins des opérations par part

Le tableau qui suit présente un rapprochement de l'actif net par part selon les IFRS et de la valeur liquidative aux fins des opérations par part. Les principales raisons de l'écart entre ces deux montants sont rattachées à l'évaluation des bons de souscription. Voir la note 4.

| | 31 décembre 2014 |
|--|------------------|
| Valeur liquidative aux fins des opérations, par part | 611,64 \$ |
| Actif net selon les IFRS, par part | 615,23 \$ |

9. Diminution de l'actif net par part liée aux activités

La diminution de l'actif net par part liée aux activités s'établit comme suit pour la période close le 31 décembre 2014 :

| | 31 décembre 2014 |
|---|--------------------|
| Diminution de l'actif net liée aux activités (en milliers) | (5 650 \$) |
| Nombre moyen pondéré de parts en circulation au cours de la période | 31 427 |
| Diminution de l'actif net par part liée aux activités | (179,78 \$) |

10. Risques associés aux instruments financiers

Les activités de placement de la société en commandite l'exposent à divers risques financiers : le risque de crédit, le risque de liquidité, le risque de marché (y compris le risque de taux d'intérêt, le risque de change et l'autre risque de prix) et le risque de concentration. Le gestionnaire cherche à minimiser toute incidence négative de ces risques sur le rendement de la société en commandite en ayant recours aux services de conseillers en valeurs professionnels expérimentés qui surveillent régulièrement la répartition optimale de la société en commandite et les événements qui se produisent sur le marché, et qui diversifient le portefeuille de placement conformément à l'objectif de la société en commandite.

Pour aider à la gestion des risques, le gestionnaire a établi et maintient une structure de gouvernance visant à surveiller les activités de placement de la société en commandite et à assurer le respect de l'objectif et des directives de placement de celle-ci. Les risques importants auxquels s'expose la société en commandite sont décrits ci-après.

Risque de crédit

Le risque de crédit s'entend du risque qu'une partie à un instrument financier manque à une de ses obligations et amène de ce fait la contrepartie à subir une perte financière. La société en commandite peut être exposée au risque de crédit lorsqu'elle fait l'acquisition d'instruments de créance, qu'elle effectue des opérations sur titres (bons de souscription compris), ou qu'elle utilise des services de garde, de prêts de titres ou de comptes bancaires.

Au 31 décembre 2014, la société en commandite n'avait aucune exposition importante aux instruments de créance.

Toutes les opérations de placement sont réglées à la livraison, ce qui réduit le risque de défaut des contreparties. La livraison de titres vendus n'a lieu qu'une fois le paiement reçu par le dépositaire et, inversement, le paiement d'un achat n'est effectué qu'une fois les titres livrés au dépositaire. L'opération est annulée si l'une des parties ne s'acquitte pas de ses obligations. Lorsque la société en commandite négocie des titres cotés et non cotés par l'entremise d'un courtier, elle ne fait appel qu'à des courtiers reconnus inscrits auprès des autorités de réglementation en valeurs mobilières concernées. En outre, les opérations de garde sont exécutées par des contreparties notées A ou plus par l'agence de notation Standard & Poor's. Par conséquent, le risque de crédit lié aux opérations sur titres est faible.

La société en commandite ne fait des dépôts d'actifs qu'auprès de sociétés de bonne réputation et habilitées à agir à titre de dépositaire en vertu du *Règlement 81-102 sur les fonds d'investissement*. Cependant, dans de tels cas, les titres ou les autres actifs déposés auprès de cette société peuvent être exposés au risque de crédit, ou l'accès à ces titres ou aux autres actifs peut être retardé ou restreint.

Société en commandite de ressources CMP 2014

NOTES ANNEXES (suite)

Risque de liquidité

Le risque de liquidité s'entend du risque que la société en commandite ne soit pas en mesure de faire face à ses obligations à temps ou à un prix raisonnable. Pour conserver suffisamment de liquidités, la société en commandite investit la majorité de ses actifs dans des titres négociés sur un marché actif et pouvant être facilement vendus. La société en commandite détient également des titres qui ne sont pas négociés sur un marché actif et qui peuvent être non liquides. Ces placements sont présentés, dans l'inventaire du portefeuille, comme des titres faisant l'objet de restrictions. En outre, la société en commandite cherche à conserver des positions en trésorerie suffisantes pour maintenir ses liquidités.

Les passifs financiers figurant dans l'état de la situation financière sont des passifs courants dont le règlement est donc prévu dans un délai d'un an après la date de clôture des états financiers.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt s'entend du risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs des instruments financiers de la société en commandite varie en raison des fluctuations des taux d'intérêt en vigueur sur les marchés. L'exposition au risque de taux d'intérêt est surtout attribuable au montant emprunté dans le cadre de la facilité de crédit conclue par la société en commandite. Le tableau ci-dessous présente l'exposition de la société en commandite au risque de taux d'intérêt au 31 décembre 2014.

| Date d'échéance* | 31 décembre 2014 |
|-------------------------------|------------------|
| 3 mois ou moins (en milliers) | 2 432 \$ |
| Total | 2 432 \$ |

* La date d'échéance ou la date de rajustement de l'intérêt, selon la première des occurrences. Trésorerie non comprise.

Si les taux d'intérêt en vigueur avaient augmenté ou diminué de 1 %, toutes les autres variables demeurant constantes, l'actif net aurait diminué ou augmenté, respectivement, d'environ 24 000 \$.

Risque de change

Le risque de change s'entend du risque que la juste valeur des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier varie en raison de la fluctuation des taux de change. L'exposition au risque de change est principalement attribuable aux instruments financiers (trésorerie) libellés dans une monnaie autre que le dollar canadien, la monnaie fonctionnelle de la société en commandite. Au 31 décembre 2014, la société en commandite n'était pas exposée de manière significative au risque de change.

Autre risque de prix

L'autre risque de prix s'entend du risque que la juste valeur des instruments financiers varie en raison de la fluctuation des cours (autre que celle découlant du risque de taux d'intérêt ou du risque de change) causée par des facteurs propres à un titre ou à son émetteur ou par tous les facteurs touchant un marché ou un segment de marché. L'exposition à l'autre risque de prix est surtout attribuable aux actions et aux produits de base, le cas échéant. Au 31 décembre 2014, environ 21 784 000 \$ de l'actif net de la société en commandite étaient exposés à l'autre risque de prix. Si les cours de ces placements avaient diminué ou augmenté de 5 %, compte non tenu de la variation des frais de gestion et de la prime de rendement, l'actif net de la société en commandite aurait diminué ou augmenté, respectivement, d'environ 1 089 000 \$.

Risque de concentration

Le risque de concentration découle de la concentration des positions dans une même catégorie, que ce soit un emplacement géographique, un type de produit ou un secteur d'activité. Le tableau qui suit résume le risque de concentration de la société en commandite.

| Pourcentage de l'actif net (%) | 31 décembre 2014 |
|--|------------------|
| ACTIONS ET BONS DE SOUSCRIPTION | 111,1 |
| Métaux et mines diversifiés | 15,8 |
| Énergie | 27,7 |
| Énergie (autres) | 8,0 |
| Or et métaux précieux | 59,6 |

Société en commandite de ressources CMP 2014

NOTES ANNEXES (suite)

11. Hiérarchie des évaluations à la juste valeur

La société en commandite classe les évaluations de la juste valeur selon une hiérarchie qui tient compte de l'importance des données utilisées pour établir les évaluations.

Niveau 1 – Les données utilisées sont les prix cotés (non rajustés) sur des marchés actifs pour les actifs et les passifs identiques. Les instruments financiers classés au niveau 1 comprennent des actions cotées activement négociées et d'autres titres de placement cotés. Le gestionnaire n'ajuste pas le cours de ces instruments.

Niveau 2 – Les données utilisées comprennent les données autres que les prix cotés inclus au niveau 1, observables directement ou indirectement pour les actifs et les passifs durant la quasi-totalité de la durée de l'instrument financier, notamment les prix cotés sur des marchés actifs pour les actifs et les passifs similaires. Les instruments financiers classés au niveau 2 comprennent des titres négociés sur des marchés qui ne sont pas considérés comme étant actifs, mais qui sont évalués en fonction des cours du marché ou des cotes fournies par des courtiers en valeurs mobilières qui sont étayées par des données observables. Les instruments financiers classés au niveau 2 comprennent les obligations de société de catégorie investissement, les bons de souscription non négociés sur un marché actif et certaines actions cotées qui sont assujetties à des restrictions à la vente, pour lesquels les évaluations peuvent être ajustées afin de tenir compte de l'absence de liquidité.

Niveau 3 – Les données utilisées sont des données de marché non observables. Les instruments financiers classés au niveau 3 sont fondés sur au moins une donnée non observable importante, car leur valeur n'est pas établie selon les cours du marché. Les instruments de niveau 3 comprennent les actions et les titres de créance de sociétés fermées. Puisqu'il n'existe aucun cours observable pour ces titres, le gestionnaire a utilisé des techniques d'évaluation pour établir la juste valeur. Les évaluations de niveau 3 sont revues chaque trimestre par le comité d'évaluation de la société en commandite, qui évalue les données utilisées par le modèle et les résultats obtenus avant de déterminer la juste valeur des instruments financiers de niveau 3 de la société en commandite.

Le tableau ci-dessous présente la hiérarchie des évaluations à la juste valeur pour les instruments financiers de la société en commandite au 31 décembre 2014.

| 31 décembre 2014 | | | | |
|---|------------------|-----------------|-----------------|------------------|
| (en milliers) | Niveau 1 | Niveau 2 | Niveau 3 | Total |
| Actions | 10 304 \$ | 8 028 \$ | 3 337 \$ | 21 669 \$ |
| Bons de souscription | – | 115 | – | 115 |
| Total des instruments financiers | 10 304 \$ | 8 143 \$ | 3 337 \$ | 21 784 \$ |

Transferts entre les niveaux

Aucun transfert entre le niveau 1 et le niveau 2 n'a été effectué au cours de la période close le 31 décembre 2014.

Rapprochement au titre des instruments financiers de niveau 3

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des instruments financiers de niveau 3 de la société en commandite pour la période close le 31 décembre 2014. Aux fins de la présentation de l'information financière, la société en commandite enregistre les transferts entre niveaux de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur, s'il y a lieu, à la date de clôture.

| 31 décembre 2014 | |
|-------------------------------------|-----------------|
| (en milliers) | Actions |
| Ouverture de la période | – \$ |
| Achats | 3 500 |
| Variation de la moins-value latente | (163 \$) |
| Clôture de la période | 3 337 \$ |

La juste valeur des instruments de niveau 3 au 31 décembre 2014 a été établie en faisant le suivi des fluctuations des cours de sociétés comparables cotées en bourse afin de déterminer les tendances générales et d'appliquer ces tendances à la juste valeur des avoirs concernés. Le gestionnaire constitue un panier de titres qui partagent les mêmes caractéristiques et risques de placement que l'instrument à évaluer à la juste valeur. Même si le choix de ce panier de titres est subjectif, les fluctuations des prix de ce panier de titres sont cotées et sont, par conséquent, considérées comme des données d'entrée observables.

Société en commandite de ressources CMP 2014

NOTES ANNEXES (suite)

Instruments financiers classés par catégorie

Le tableau qui suit présente la valeur comptable des instruments financiers de la société en commandite, par catégorie. La totalité des passifs financiers de la société en commandite était comptabilisée au coût amorti.

| 31 décembre 2014 | | | | |
|--|---------------------------|---------------|--------------------------|------------------|
| Actifs financiers (en milliers) | Désignés à la JVRN | DFT | Prêts et créances | Total |
| Placements, à la juste valeur | 21 669 \$ | 115 \$ | – \$ | 21 784 \$ |
| Trésorerie | - | - | 574 | 574 |
| Total | 21 669 \$ | 115 \$ | 574 \$ | 22 358 \$ |

Le tableau qui suit présente les gains nets (pertes nettes) sur les instruments financiers à la JVRN, par catégorie, pour la période close le 31 décembre 2014.

| Actifs financiers à la JVRN (en milliers) | 31 décembre 2014 |
|--|-------------------------|
| Détenus à des fins de transaction | 115 \$ |
| Désignés à la JVRN | (4 912) |
| Total | (4 797 \$) |

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux commanditaires de Société en commandite de ressources CMP 2014 (la « société en commandite »)

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la société en commandite, qui comprennent un état de la situation financière au 31 décembre 2014 et un état du résultat global, un état de l'évolution de l'actif net représentant le capital des commanditaires et un tableau des flux de trésorerie pour la période du 30 janvier 2014 (la date d'établissement) au 31 décembre 2014, ainsi que les notes annexes incluant les principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

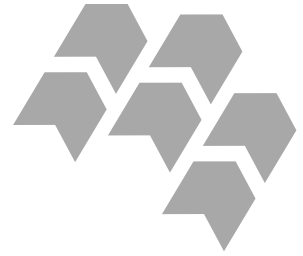
À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la société en commandite au 31 décembre 2014, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour la période du 30 janvier 2014 (la date d'établissement) au 31 décembre 2014, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.

Comptables professionnels agréés, experts-comptables autorisés

Toronto (Ontario)

Le 26 mars 2015



SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DE
RESSOURCES CMP 2014

AGENT DES TRANSFERTS ET AGENT DES REGISTRES

SOCIÉTÉ DE FIDUCIE COMPUTERSHARE DU CANADA

100, AVENUE UNIVERSITY
TOUR NORD, 9^E ÉTAGE
TORONTO (ONTARIO) M5J 2Y1

800.564.6253

GOODMAN & COMPANY, INVESTMENT COUNSEL INC.

1, RUE ADELAIDE E., BUREAU 2100
TORONTO (ONTARIO) M5C 2V9

SERVICE À LA CLIENTÈLE

866.694.5672

www.goodmanandcompany.com